

Convention collective

IDCC : 8912. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
RURAUX ET FORESTIERS
(LANGUEDOC-ROUSSILLON ET VAUCLUSE)
(25 mars 1996)**

(Etendue par arrêté du 12 novembre 1996,
Journal officiel du 20 novembre 1996)

■ *Journal officiel* du 20 septembre 2007

**Arrêté du 12 septembre 2007 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les entreprises de tra-
vaux agricoles ruraux et forestiers de la région Languedoc-
Roussillon et du département de Vaucluse (n° 8912)**

NOR : AGRF0765515A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 131-3 et L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1996 portant extension de la convention col-
lective de travail du 25 mars 1996 concernant les entreprises de travaux agri-
coles ruraux et forestiers de la région Languedoc-Roussillon et du départe-
ment de Vaucluse et les arrêtés successifs portant extension des avenants à
ladite convention ;

Vu l'avenant du 4 décembre 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 17 juil-
let 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales et de la
solidarité,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 12 du 4 décembre 2006 à la convention
collective de travail du 25 mars 1996 concernant les entreprises de travaux
agricoles ruraux et forestiers de la région Languedoc-Roussillon et du dépar-

tement de Vaucluse sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 septembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du travail,
chargé de la sous-direction
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/25, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.